

28 août
59

L'échec de la Conférence de Bruxelles et le résultat négatif des entretiens franco-anglais à Londres consacrent l'isolement de la France dans le concert international. Comme le disait Paul Reynaud, l'unanimité de nos alliés s'est faite contre nous. Depuis la Conférence de Genève une lourde suspicion pèse sur l'orientation de notre politique. Elle s'est traduite par l'intransigeance des cinq partenaires de la petite Europe contre les « amendements » français au traité de la C.E.D. Si le 28 août le Parlement français prend la responsabilité d'approuver cette politique, il n'est pas besoin de souligner les conséquences d'un tel vote. C'est pourquoi jusqu'à la dernière heure, des solutions moins brutales peuvent intervenir.

Les suspicions étrangères.

En réalité cette défiance des Alliés ne visait pas la France, ni les dispositions véritables du pays, qui devant la difficulté des problèmes posés ne peut avoir d'opinion ferme. Elle s'adressait à un homme qui, à tort ou à raison, leur est suspect. M. Mendès-France a été porté au pouvoir par la coalition disparate que nous avons appelée le « complot contre l'Europe », les Communistes qui ont renversé Bidault, la conjuration des hauts dignitaires de l'armée, de la diplomatie, des intellectuels neutralistes du « Monde » et de « L'Express » et plus encore certains gros intérêts financiers et industriels dont « L'Information » est l'organe ; à cette liste il convient d'ajouter les « pèlerins de Varsovie » et une importante fraction de socialistes pour des raisons complexes mi-partisanes mi-raciales.

Les rapports franco-soviétiques.

Une large part de l'opinion internationale est convaincue qu'à Genève Molotov a reçu du chef du Gouvernement français certaines promesses relatives aux traités de Bonn et de Paris qui ont amené le ministre soviétique à souscrire au règlement indochinois qu'il ne cherchait manifestement pas à conclure. Cette collusion secrète a été démentie par l'intéressé et il serait injuste de mettre en doute la parole d'un homme dont la bonne foi n'a jamais été prise en défaut. Il suffisait cependant à Molotov d'avoir eu vent, directement ou indirectement, de la teneur des « amendements » proposés au projet de C.E.D. pour être tout-à-fait rassuré sur les chances d'une prochaine acceptation par les Alliés d'un texte ainsi remanié. La plupart des délégués pensaient à Bruxelles : on peut ne pas prendre d'engagement tout en laissant percer des intentions qui en sont l'équivalent.

Le sort de la démocratie allemande.

Mais il y a l'autre problème, celui de l'état d'esprit qui règne présentement en Allemagne. Un journaliste d'outre-Rhin le résumait ainsi : l'opinion allemande est aujourd'hui convaincue qu'il n'y a rien à attendre de la France et que la position de celle-ci rend vains les efforts des autres Occidentaux pour faire rentrer la République de Bonn dans l'alliance atlantique. La faiblesse et l'isolement progressif des Etats-Unis laissent peu d'espoir d'un appui efficace de ce côté ; force sera donc de s'entendre tôt ou tard avec les Russes, si l'on ne veut pas demeurer divisés et pris en tenaille entre Paris et Moscou. La fuite de Dr John en Allemagne orientale suivie à quelques jours d'intervalle de celle d'un député influent du parti même d'Adenauer, le Dr Schmidt-Wittmach ont jeté la consternation et la confusion parmi les soutiens du Chancelier. Les manifestations anti-américaines de Brême, la violence des grèves en Bavière sont les symptômes d'une impatience qui n'a pas que des motifs d'ordre économique. Les Allemands pressentent l'échec de la politique Adenauer et cherchent avec exaspération une issue. Ils ont conscience que de leur choix dépend le sort du monde libre, qui serait réglé le jour où les Soviétiques seraient sur le Rhin.

Les Etats-Unis savent aussi que leur liberté se joue en Allemagne. S'ils étaient convaincus que toute solution franco-allemande est impossible, ils préféreraient s'allier à Bonn et sacrifier Paris. Et les Anglais sont exactement du même avis. Le dernier message de Churchill à Adenauer après l'échec de la Conférence de Bruxelles ne laisse aucun doute à cet égard.

Peu de Français semblent avoir conscience du caractère dramatique de la position où ils ont été entraînés. On s'étonne à l'étranger de l'espèce d'euphorie qui règne ici depuis que le marasme économique s'est atténué. On dit volontiers que si les Français ne veulent pas voir le péril, ce n'est pas une raison pour que les autres y succombent. Nous témoignons personnellement que ce que l'on entend sur nous à l'extérieur en ce moment n'est pas précisément réconfortant. Nos amis veulent espérer quand même. Une certaine confiance demeure dans ce bon sens qui a éclairé le monde. Mais si elle était finalement déçue nous serions seuls.

Et nous ne le pouvons pas. Ce regain de prospérité est factice pour une large part. Une France isolée connaîtrait en peu de temps une crise financière et économique qui aurait tôt fait de balayer les thaumaturges et les prophètes. Qu'ils y songent.

L'avance soviétique.

Il faut reconnaître avec une admiration mêlée d'effroi « l'habileté diabolique » de la politique communiste, ses méthodes, sa patience, son ubiquité — pour triompher de la France l'objectif du moment. Quand il fallait abattre le ministère, on mettait la Tunisie et le Maroc à feu et à sang. Remarque-t-on que depuis que le vote décisif est en vue un calme relatif est revenu en Afrique du Nord. En Indochine, le Vietminh multiplie les avances à la France. On parle de collaboration économique ce qui, d'une part tend à rassurer les gros intérêts et d'autre part jette la confusion parmi les partisans de la collaboration française au Vietnam qui craignent que nous ne nous entendions avec les Viets contre eux. Cependant la libération des prisonniers ne se fait qu'au compte-goutte ; important moyen de pression en cas de défaillance de notre politique européenne. On commence à mieux voir le but des Soviétiques. Comme nous l'avons dit ce n'est pas la C.E.D. que craint Molotov ; au contraire. Il l'eût préférée à un réarmement direct de l'Allemagne. Mais il voit plus loin et se prépare à faire rentrer l'Allemagne de Bonn dans son orbite avec les autres satellites. Ce jour-là précéderait de bien peu le triomphe final. A en juger par les discordances occidentales, ce triomphe là n'est pas impossible.

CRITON.